

## TRADEMARK ASSIGNMENT

Electronic Version v1.1  
 Stylesheet Version v1.1

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT		
NATURE OF CONVEYANCE:	Agreement for Partial Contribution of Assets		
CONVEYING PARTY DATA			
	Name	Formerly	Execution Date
	Areva T&D SAS		12/31/2010
	Entity Type societe par actions simplifiee (simplified joint stock company): FRANCE		
RECEIVING PARTY DATA			
Name:	Schneider Electric Energy France		
Street Address:	35 rue Joseph Monier		
City:	Rueil Malmaison		
State/Country:	FRANCE		
Postal Code:	92500		
Entity Type:	JOINT STOCK COMPANY: FRANCE		
PROPERTY NUMBERS Total: 1			
	Property Type	Number	Word Mark
	Serial Number:	78204142	ECOFIT
CORRESPONDENCE DATA			
Fax Number:	(216)579-6073		
	<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>		
Phone:	216.579.1700		
Email:	cgaffney@pearne.com		
Correspondent Name:	Bryan M. Gallo		
Address Line 1:	1801 East 9th Street		
Address Line 2:	Suite 1200		
Address Line 4:	Cleveland, OHIO 44114-3108		
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	AREV J2886		
DOMESTIC REPRESENTATIVE			

CH \$40.00 78204142

Name:  
Address Line 1:  
Address Line 2:  
Address Line 3:  
Address Line 4:

NAME OF SUBMITTER:	Bryan M. Gallo
Signature:	/bryanmgallo/
Date:	04/02/2012

**Total Attachments: 27**

source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page1.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page2.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page3.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page4.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page5.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page6.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page7.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page8.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page9.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page10.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page11.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page12.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page13.tif  
source=FRENCH Schneider Agreement and annex#page14.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page1.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page2.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page3.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page4.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page5.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page6.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page7.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page8.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page9.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page10.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page11.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page12.tif  
source=Schneider Electric Energy Agreement for partial contribution of assets#page13.tif

## TRAITE D'APPORT PARTIEL D'ACTIF

### Entre les soussignés,

Monsieur Gerhard SEYRLING, agissant en qualité de Président de la société AREVA T&D SAS (dont la nouvelle dénomination est ALSTOM Grid SAS), Société par actions simplifiée au capital de 74.478.096 €, dont le siège social est 1, place Jean Miller – 92084 Paris-La Défense, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 389 191 800 RCS Nanterre, de nationalité française, agissant en cette qualité au nom et pour le compte de cette société et spécialement autorisé aux fins du présent acte par les statuts.  
Ci-après désignée par "AT&D"

D'une part,

et

Monsieur Michel CROCHON agissant en qualité de Président de la société Schneider Electric Energy France, Société par actions simplifiée au capital de 6.909.620 €, dont le siège social est 35 rue Joseph Monier, 92500 Rueil Malmaison, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 511 746 356, agissant en cette qualité au nom et pour le compte de cette société et spécialement autorisé aux fins du présent acte par les statuts.  
Ci-après désignée par "SEEF"

D'autre part,

Collectivement désignée ci-après "Les Parties"

### EXPOSENT :

AT&D exploite notamment sur les sites de Mâcon, Montpellier La Pompignane, Fabrègues, Villeurbanne, Saint-Priest, Levallois-Perret, Colombes et Saint Souplets une activité de Moyenne Tension, Distribution primaire et secondaire et de ses fonctions de support correspondant aux Unités Opérationnelles suivantes, différenciables selon qu'elles ont respectivement une reporting unit propre à l'activité ou bien rassemblant les deux activités ; ainsi en propre : AMT : Fabrication d'Armoires Moyenne Tension ; FSM : Services, Installations sur sites ; STF : Cabanons, installations Armoires ; COM : Sous-traitance fabrication pour AMT ; PCV : Fabrication relais branche automation ; FPV : Systèmes moyenne tension ; et en reporting units à partager : TDM : Management ; TDO : Organisation France ; RCF : Réseau Commercial France et IST : Réseau Informatique Mondial.

En application des accords passés entre le Groupe Alstom et le Groupe Schneider Electric, formalisés notamment par l'accord de consortium daté du 9 novembre 2009 tel qu'amendé ("l'Accord de Consortium"), cette branche d'activité relevant des activités de Distribution, il est apparu naturel que celle-ci soit exercée au sein d'une société spécialement dédiée du Groupe Schneider Electric, la société SEEF.

Dans ce but, il a été envisagé de procéder à l'apport par AT&D des activités de Distribution décrites ci-dessus, ci-après dénommée "l'Activité", à SEEF, sous la forme d'un apport partiel d'actif d'une branche complète et autonome d'activité.

### MODALITES DE L'OPERATION :

Le transfert de l'Activité se fera par voie d'apport partiel d'actif par AT&D de l'ensemble des actifs et passifs de l'Activité à SEEF.

### 1) Adoption du régime des scissions

Conformément à l'article L.236-22 du Code de Commerce, les Parties déclarent vouloir soumettre le présent apport au régime juridique des scissions prévu aux Articles L.236-16 à L.236-21 dudit Code.

### 2) Absence de solidarité

En application de l'article L.236-21 du Code de Commerce, les Parties conviennent expressément que SEEF sera tenue au passif transféré énuméré ci-après au chapitre II « Désignation des apports », sans solidarité aucune avec AT&D.

### 3) Transmission universelle du patrimoine

Le présent apport partiel d'actif étant soumis au régime des scissions, il emportera transmission universelle du patrimoine attaché à l'Activité.

Les apports, qui prennent effet au 31 décembre 2010 (ci-après dénommée la "Date de Réalisation"), seront effectués à la valeur nette comptable des actifs et passifs apportés en application des dispositions du Règlement du CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004, estimée provisoirement sur la base d'un arrêté des comptes de l'Activité au 30 septembre 2010. Ils ont été réajustés sur la base d'un arrêté des comptes de l'Activité au 31 décembre 2010 comme prévu à l'article III. Il est par ailleurs précisé que compte tenu de la cession par Schneider Electric Holding Europe à AT&D de 3.700 actions SEEF intervenue le 30 décembre 2010, à la date de la réalisation de l'apport, AT&D détenait 100% de SEEF.

Les apports ont été rémunérés par l'émission d'actions d'une valeur nominale de euros ( €).

AT&D a clôturé son exercice social à la date du 31 décembre 2009. Les comptes de l'exercice clos ont été approuvés par décision de l'associé unique le 20 avril 2010.

SEEF a clôturé son exercice social à la date du 31 décembre 2009. Les comptes de l'exercice clos ont été approuvés par décision de l'associé unique le 26 avril 2010.

L'opération, conformément à l'article L.2323-6 du Code du Travail, a été soumise à l'information/consultation du Comité d'Entreprise d'AT&D en date du 8 juin 2010. SEEF n'ayant pas de salariés à la Date de Réalisation, ne disposait pas d'instance représentative du personnel.

## I - DETAIL DES APPORTS

AT&D fait apport à SEEF, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives ci-après stipulées, ce qui est accepté par SEEF, des biens et droits ci-après décrits et formant une branche complète et autonome d'activité susceptible d'une exploitation autonome, moyennant la prise en charge par SEEF des éléments de passif dépendant de cette branche d'activité, tels que ces éléments d'actif et de passif existeront à la Date de Réalisation ("l'Apport" ou "les Apports").

La Date de Réalisation de l'Apport est le 31 décembre 2010, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées à l'article VI.

Il est fait observer que tous les éléments complémentaires qui s'avèreraient indispensables pour aboutir à une désignation précise et complète de l'Activité, en particulier, en vue de l'accomplissement des formalités légales de publicité de la transmission résultant de l'Apport, pourront faire l'objet d'états, tableaux, déclarations et de tous autres documents qui seront regroupés dans un acte additif aux présentes, établi contrairement entre les représentants qualifiés des Parties.

## II DESIGNATION DES APPORTS

AT&D fait apport à SEEF des éléments d'actifs et corrélativement SEEF s'engage à prendre en charge et à s'acquitter, aux lieu et place d'AT&D, les éléments de passif afférents à l'Activité tels qu'ils sont à la date du 31 décembre 2010.

La présente énumération basée sur des comptes au 30 septembre 2010 n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif et a fait l'objet d'un ajustement sur la base de comptes au 31 décembre 2010, comme prévu en III.

### **ACTIFS APPORTES**

Les actifs apportés sont évalués comme suit à leur valeur nette comptable :

#### 1) **Eléments incorporels pour Euros.**

l'Activité, telle qu'elle est exercée sur les sites figurant en **Annexe n° VII-3,**

- la clientèle et l'achalandage liés à l'Activité,
- les brevets déposés et/ou délivrés en France et à l'étranger, ainsi que les déclarations d'invention n'ayant pas encore fait l'objet d'un dépôt de demande de brevet comme indiqués en **Annexe n° I,** y compris le doit de priorité attaché à ces brevets déposés et/ou à déposer,
- les dessins et/ou modèles déposés et/ou enregistrés en France et à l'étranger listés en **Annexe n° II,** y compris le doit de priorité attaché aux dessins et/ou modèles déposés,
- le savoir-faire et notamment les formules, procédés de fabrication, études, dessins, prototypes, maquettes, documents, archives et pièces comptables, commerciales, techniques et administratives liés à l'Activité et d'une manière générale les procédés, tours de main et secrets de fabrication en usage chez AT&D pour l'Activité,
- les marques déposées et/ou enregistrées en France et à l'étranger comme indiquées en **Annexe n° III,** y compris le doit de priorité attaché aux marques déposées,
- les noms de domaines réservés et/ou en cours de réservation comme indiqués en **Annexe n° IV,**
- le carnet de commandes lié à l'Activité cédée, à la Date de Réalisation de l'Apport, comprenant les traités, marchés et contrats de toute nature, liés à l'Activité, qui ont pu être passés par AT&D avec tous clients, fournisseurs et tiers quelconques (notamment les contrats avec les clients tant en France qu'à l'étranger dont une liste indicative est donnée en **Annexe n° V,** étant précisé que SEEF sera subrogée dans les droits et obligations d'AT&D au titre de tous traités, marchés et contrats afférents à l'Activité apportée à compter de leur date de formation,
- les droits d'auteur ou les droits d'usage se rapportant aux logiciels qui sont utilisés ou qui ont été conçus et développés dans le cadre de l'Activité et qui sont, soit utilisés à titre d'outils pour les besoins de l'Activité, soit destinés à être incorporés ou intégrés dans les produits ou systèmes commercialisés par l'Activité,
- les droits de propriété de logiciels ou licences d'utilisation de logiciels, le cas échéant,
- le droit au bail des locaux dont la liste est donnée en **Annexe n° VI b,**

3  
D.K.

- les établissements secondaires, tant en France qu'à l'étranger, et dont la liste est donnée en Annexe n° VII - 2 et VII - 3,

1 bis) -Les titres de sociétés dont la liste est donnée en Annexe n° VII 1,

2) Les actifs immobiliers suivant détail donné en Annexe n° VI

Terrains et constructions identifiés en Annexe n° VI a

- . Valeur brute : Euros
- . Amortissements & dépréciations : Euros
- pour une valeur nette de Euros.

3) Les autres immobilisations corporelles suivant détail donné en Annexe n° VIII

correspondant au matériel composé de la totalité du parc des machines de production, à l'outillage et aux agencements servant à l'exploitation de l'Activité, y compris le matériel de transport, le mobilier et le matériel de bureaux, dont la liste est donnée en Annexe n° VIII a

- . Valeur brute : Euros
- . Amortissements & dépréciations : Euros
- pour une valeur nette de Euros.

ainsi que les matériels informatiques et serveurs dédiés à l'activité, dont la liste est donnée en Annexe n° VIII b

- . Valeur brute : Euros
- . Amortissements & dépréciations : Euros
- pour une valeur nette de Euros.

4) Les immobilisations financières suivant détail donné en Annexe n° IX

- . Valeur brute : Euros
- . Amortissements & dépréciations : Euros
- pour une valeur nette de Euros.

5) Les contrats de location mobilière identifiés en Annexe n° VI b

6) Les valeurs d'exploitation suivant détail donné en Annexe n° X correspondant aux marchandises neuves, aux produits en cours de fabrication, aux pièces détachées, matières premières et matières consommables relatifs à l'Activité

- Valeur brute : Euros
- Dépréciations : Euros
- pour une valeur nette de Euros.

7) Les avances et acomptes versés sur commandes suivant détail donné en Annexe n° XI

- . Valeur brute : Euros
- . Dépréciations : Euros
- pour une valeur nette de Euros.

8) Les créances clients et comptes rattachés, les disponibilités et les créances d'exploitation suivant détail donné en Annexe n° XII

- . Valeur brute : Euros
- . Dépréciation : Euros
- pour une valeur nette de Euros.

9) Les comptes bancaires ou trésorerie détaillés en Annexe n° XIII

MC 3

• pour une valeur de	Euros.
<b>10) Les charges constatées d'avance suivant détail donné en Annexe n° XIV</b>	
• pour une valeur de	Euros
<b>11) Les écarts de conversion et charges à répartir suivant détail donné en Annexe n° XV</b>	
• pour une valeur de	Euros.
<hr/>	
<b>L'ensemble des actifs ci-dessus "l'Actif apporté" s'élève à</b>	<b>Euros</b>

### **PASSIFS APPORTES**

Les passifs pris en charge par SEEF sont évalués comme suit à leur valeur nette comptable :

<b>1) Les provisions pour risques et charges suivant détail donné en Annexe n° XVI</b>	
• pour une valeur de	Euros
<b>2) Les dettes financières et comptes de liaison suivant détail donné en Annexe n° XVII</b>	
• pour une valeur de	Euros.
<b>3) Les avances et acomptes reçus sur commandes en cours suivant détail donné en Annexe n° XVIII</b>	
• pour une valeur de	Euros
<b>4) Les dettes d'exploitation et rattachées suivant détail donné en Annexe n° XIX</b>	
• pour une valeur de	Euros
<b>5) Les produits constatés d'avance suivant détail donné en Annexe n° XX</b>	
• pour une valeur de	Euros
<b>6) Les écarts de conversion Passif suivant détail donné en Annexe n° XXI</b>	
• pour une valeur de	Euros
<b>7) Dettes fiscales et sociales dont Participation des Salariés suivant détail donné en Annexe n° XXII</b>	
• pour une valeur de	Euros
<b>L'ensemble des passifs ci-dessus, "le Passif apporté" s'élève à</b>	<b>Euros</b>

Il est en outre précisé qu'en dehors des passifs identifiés ci-dessus, SEEF prendra en charge tous les engagements qui ont pu être contractés par AT&D pour le compte de l'Activité et qui, en raison de leur caractère, sont repris "hors bilan" sous les rubriques ci-après : avals, cautions et garanties données et reçues ; autres engagements et tels que figurant dans l'Annexe n° XXIII.

## Valeur nette de l'Apport

L'Actif apporté est évalué à  
Le Passif apporté est évalué à

Euros  
Euros

L'Actif Net apporté s'élève à

Euros

### III REMUNERATION DES APPORTS

L'Apport est consenti et accepté moyennant l'attribution à AT&D par SEEF à titre d'augmentation de capital de actions d'une valeur nominale de . euros ( €), soit une valeur totale de euros ( €).

Compte tenu de ce que la société SEEF, bénéficiaire de l'Apport, n'a eu à la Date de Réalisation, aucune activité, la valeur de chacune de ses actions est égale à leur valeur nominale, soit euros. Le capital de SEEF est ainsi porté de euros ( ) euros à ( ) euros.

Les actions nouvelles sont créées jouissance du 1er janvier 2011 et entièrement assimilées aux titres déjà existants.

Elles jouissent des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toute retenue d'impôts, en sorte que tous les titres de même nature, sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette, lors de toute répartition ou de tout remboursement effectué pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation.

Un arrêté comptable a été établi à la Date de Réalisation afin de permettre de déterminer l'écart éventuel existant entre l'actif net existant à cette date et celui existant au 30 septembre 2010. L'actif net à la Date de Réalisation s'étant révélé supérieur à celui du 30 septembre 2010, la différence positive, soit €, est affectée à un compte « prime d'apport ».

### IV ENTRÉE EN JOUISSANCE

SEEF aura la pleine propriété et la jouissance des biens et des droits compris dans les apports décrits à compter du jour où ces apports seront devenus définitifs. De convention expresse elle aura les profits et les charges desdits biens et droits à compter du 31 décembre 2010, mais sans préjuger ni remettre en cause les conditions d'attribution des responsabilités prévues dans l'Accord de Consortium.

### V CHARGES ET CONDITIONS

L'Apport est consenti et accepté sous les charges et conditions ordinaires et de droit et notamment aux conditions suivantes que SEEF s'oblige à exécuter et accomplir.

1. SEEF prendra les biens et droits apportés dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation du présent acte sans pouvoir exercer aucun recours contre AT&D, pour quelque cause que ce soit, et notamment soit pour erreur dans la désignation ou la consistance des biens pour usure ou mauvais état du matériel et objets mobiliers, soit pour vices cachés, soit pour insolvabilité des débiteurs, soit pour déchéance des brevets et marques de fabrique, soit pour tout autre cause.



2. SEEF prendra à sa charge tous les passifs de l'Activité, les Parties excluant toute solidarité à ce sujet entre elles.

Par ailleurs, il est précisé que le montant ci-dessus indiqué du passif de AT&D est donné à titre indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

3. SEEF acquittera ou prendra à sa charge et si nécessaire au prorata temporis, à compter de la Date de Réalisation, tous impôts, taxes, et notamment la taxe professionnelle due au titre de l'exercice, et toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires grevant ou pouvant grever les biens apportés et celles qui sont inhérentes à l'exploitation de l'Activité ou liées aux traitements et salaires du personnel de l'Activité.

SEEF remboursera à AT&D, à première demande, toute charge ou paiement que cette dernière aura supporté, du fait d'engagements restant apparaître à sa charge en la forme alors qu'en réalité, ils sont à la charge de SEEF depuis la Date de Réalisation.

4. SEEF reprendra, à compter de la Date de Réalisation, l'ensemble des obligations contractées par AT&D envers sa clientèle et les tiers au titre de l'Activité. A ce titre, elle reprendra l'ensemble des droits et obligations, nés de tous contrats exécutés, en cours ou sous garantie ou engagements exécutés ou en cours ainsi que les créances et les actions qui leur sont liées.

SEEF fera son affaire, si nécessaire de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation ; AT&D s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

A cet effet, tous pouvoirs sont donnés au porteur des présentes. En conséquence, il pourra remplir toutes formalités et souscrire, s'il y a lieu, tous avenants pour régulariser ces transferts.

En cas de refus ou de difficultés de substitution, AT&D confiera à SEEF la gestion de l'exécution des contrats considérés dans des conditions telles que cette dernière conserve la totalité du résultat économique des contrats, en supportera seule les conséquences et indemniserà AT&D en conséquence, comme si la substitution avait eu lieu. SEEF sera aussi subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, à ses risques et périls, sans possibilité de recours contre AT&D.

SEEF devenant successeur d'AT&D pour l'Activité, tous marchés précédemment réalisés dans le cadre de cette dernière, pourront être utilisés par SEEF et lui servir de référence.

5. SEEF exécutera à compter de la Date de Réalisation tous traités, marchés et conventions intervenus avec les tiers relativement à l'Activité et notamment tout contrat d'assurance relatif à la couverture des risques spécifiques aux biens et aux personnels qui lui sont transférés à compter de la même date. Elle sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant en cours ou à exercer à ses risques et périls.
6. SEEF sera tenue à l'exécution de tous engagements sous forme d'aval, caution ou garantie, souscrits par AT&D au titre de l'activité apportée et bénéficiera de toute contre garantie.  
Dans le cas où ces engagements ne pourraient être transférés directement ou repris par SEEF, celle-ci accepte de contre garantir ou d'indemniser AT&D de toutes les conséquences que cette dernière pourrait avoir à supporter du fait d'un appel desdits avals, cautions ou garanties de façon à ce que sa responsabilité ne puisse être engagée, et qu'elle ne subisse aucun préjudice.
7. SEEF accomplira toutes les formalités nécessaires pour la validité à l'égard des tiers du transfert des droits de propriété industrielle compris à l'acte d'apport ainsi que toutes autres formalités en vue de mener à bonne fin la réalisation définitive de l'opération d'apport.
8. SEEF acquittera et supportera tous les frais relatifs à l'apport y compris les honoraires du Commissaire à la Scission.

7  
G M

9. Conformément à la loi, tous les contrats de travail en cours au jour de la réalisation définitive de l'apport des personnels dont la liste est donnée en **Annexe n° XXIV** subsisteront entre SEEF et lesdits salariés.

SEEF sera donc substituée à AT&D en ce qui concerne toutes retraites, comme tous compléments de retraite susceptibles d'être dus, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes. Un tel transfert n'aura aucun effet dommageable sur le montant des rémunérations individuelles et régimes de retraite en vigueur. En particulier, l'ancienneté acquise dans AT&D sera conservée dans SEEF.

10. SEEF aura tous pouvoirs, dès la Date de Réalisation, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place d'AT&D et relatives à l'Activité, ainsi que pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

Une liste des litiges en cours est donnée en **Annexe n° XXV**.

11. SEEF sera subrogée dans tous les droits d'AT&D dès la Date de Réalisation, à raison de tous recours pouvant être exercés en vue d'obtenir la liquidation définitive de toutes contributions de quelque nature qu'elles soient et la restitution de tous impôts, taxes et droits quelconques qui auraient été indûment perçus.
12. SEEF bénéficiera de toute subvention, primes, aides qui ont pu ou pourraient être allouées à AT&D dans la mesure ou elles sont afférentes à l'Activité apportée.

## **VI CONDITIONS SUSPENSIVES**

Texte supprimé, conditions réalisées au 31.12.10

## **VII DISPOSITIONS D'ORDRE FISCAL**

### **1. DISPOSITIONS GENERALES**

Les représentants de SEEF et d'AT&D obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions ou taxes résultant de la réalisation définitive du présent apport, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après :

### **2. DISPOSITIONS SPECIFIQUES**

#### **a) Impôts sur Sociétés**

Ainsi qu'il résulte des clauses ci-avant, l'apport partiel d'actif prend effet le 31 décembre 2010. En conséquence, les résultats, bénéficiaires ou déficitaires, produits depuis cette date par l'exploitation de la branche apportée par AT&D seront englobés dans le résultat imposable de SEEF.

AT&D et SEEF, toutes deux imposables à l'impôt sur les sociétés, conviennent de placer le présent apport partiel d'actif sous le régime prévu aux articles 210 A, 210 B et 115-2 du Code Général des Impôts (CGI)

Dans ces conditions, SEEF, société bénéficiaire de l'Apport s'engage à :

- reprendre à son passif :
  - les provisions dont l'imposition est différée, et

- la réserve spéciale où AT&D SAS a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit de 10 %, de 15 %, de 18 %, de 19 % ou de 25 %, ainsi que la réserve où ont été portées les provisions pour fluctuation des cours en application du sixième alinéa du 5° du 1 de l'article 39 ;
- se substituer à AT&D SAS pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;
- calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée ;
- réintégrer dans ses bénéfices imposables les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. La réintégration des plus-values est effectuée par parts égales sur une période de quinze ans pour les constructions et les droits qui se rapportent à des constructions ainsi que pour les plantations et les agencements et aménagements des terrains amortissables sur une période au moins égale à cette durée ; dans les autres cas, la réintégration s'effectue par parts égales sur une période de cinq ans. Lorsque le total des plus-values nettes sur les constructions, les plantations et les agencements et aménagements des terrains excède 90 % de la plus-value nette globale sur éléments amortissables, la réintégration des plus-values afférentes aux constructions, aux plantations et aux agencements et aménagements des terrains est effectuée par parts égales sur une période égale à la durée moyenne pondérée d'amortissement de ces biens. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport
- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures d'AT&D SAS. A défaut, elle doit comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'opération le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures d'AT&D SAS.

Le présent apport retenant les valeurs comptables au 31 décembre 2010 comme valeur d'apport des éléments d'AT&D, SEEF, conformément aux dispositions des instructions administratives du 3 août 2000 (BOI 4I-2-00) et du 30 septembre 2005 (BOI 4I-1-05) reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables d'AT&D soit les valeurs d'origine et les amortissements et provisions pour dépréciation. Elle continuera en outre à calculer les dotations aux amortissements sur la base de la valeur d'origine qu'avaient les biens chez l'apporteuse AT&D.

AT&D ne prend pas l'engagement de conserver les titres reçus en contrepartie de l'apport pendant 3 ans puisqu'elle en demande la dispense par voie d'agrément, mais elle s'engage en tout état de cause, à calculer les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens apportés avaient, du point de vue fiscal, dans ses propres écritures.

Les engagements spécifiques à prendre par l'apporteuse et par les actionnaires de l'apporteuse compte tenu de l'opération envisagée sont évoqués dans les demandes d'agrément actuellement en cours de dépôt.

#### b) Droits d'enregistrement

L'apport partiel d'actif, objet de la présente convention, bénéficiera de plein droit des dispositions des articles 817 et 816-I du CGI, l'apport consistant en une branche complète et autonome d'activité au sens de l'article 301 E de l'Annexe II du CGI.

La formalité sera donc requise au droit fixe.

9  
(4) M

### c) Obligations déclaratives

Les soussignés, ès-qualité, au nom des sociétés qu'ils représentent, s'engagent expressément à respecter les différentes obligations déclaratives nécessaires à l'application du régime fiscal choisi.

### d) Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les représentants d'AT&D, société apporteuse, et de SEEF, société bénéficiaire des apports, constatent que l'apport partiel d'actif emporte transmission d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du CGI issu de l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2005. Par conséquent, les apports d'immeubles, de biens meubles incorporels, de biens mobiliers d'investissements et de marchandises sont dispensés de TVA.

Conformément aux dispositions légales susvisées, SEEF est en outre réputée continuer la personne morale d'AT&D et procédera, le cas échéant, aux régularisations de la TVA déduite par cette dernière..

Cet engagement fera l'objet d'une déclaration en double exemplaire auprès du Service des Impôts de SEEF.

Par ailleurs, SEEF et AT&D mentionneront le montant total HT de la transmission sur la déclaration TVA souscrite au titre de la période au cours de laquelle elle est réalisée, montant mentionné sur la ligne « autres opérations non imposables ».

### e) Autres dispositions

#### 1. Participation - construction: transfert à SEEF de l'obligation d'investissement à raison des salaires versés aux salariés de la branche transférée

En application de l'article 163 de l'annexe II du CGI, SEEF déclare prendre à sa charge l'obligation d'investir qui incombe à AT&D, en ce qui concerne la réglementation concernant l'obligation d'investissement à raison des salaires versés aux salariés de la branche transférée.

#### 2. Participation des salariés

SEEF s'engage à reprendre au passif de son bilan, s'il y a lieu, la réserve spéciale de participation figurant dans les écritures de AT&D, ainsi que la provision pour investissement en ce qui concerne la branche d'activité apportée, retenue pour la fraction de son montant qui, à la date de l'apport, n'aura pas encore reçu l'emploi auquel cette provision est destinée.

#### 3. Crédit d'impôt recherche

Les crédits d'impôt constituant une créance sur l'Etat dont est titulaire AT&D sont transférés à SEEF à raison de la part attribuable à l'activité qui fait l'objet du présent apport partiel d'actifs; SEEF les utilisera pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dont elle est redevable ou, à défaut, en obtiendra la restitution à la date à laquelle la société apporteuse l'aurait obtenue. Ce transfert portera sur les droits à crédit nés au titre de l'année de réalisation de l'apport et sur ceux nés au cours des deux années précédentes, qui sont restés en instance d'imputation.

## VIII DECLARATIONS DIVERSES

1. AT&D s'engage à mettre à la disposition de SEEF tous documents, actes et autres pièces concernant les biens et les droits apportés, ainsi que tous documents d'archives relatifs aux domaines administratifs, juridiques, comptables, techniques, commerciaux, fiscaux et sociaux relatifs aux Apports.

AT&D s'obligera à fournir à SEEF tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les Apports et l'entier effet de la présente convention.

Elle devra notamment, à première réquisition de SEEF, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des Apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

## 2. Régularisation

AT&D et réciproquement SEEF, s'engagent à reverser sans délais à SEEF ou réciproquement à AT&D, toute somme reçue d'un tiers après la Date de Réalisation, au titre d'un des éléments de l'Actif ou du Passif apportés et d'une façon générale SEEF et AT&D s'engagent à procéder à toute régularisation en ce sens si nécessaire.

## 3. Déclaration de sincérité

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'Article 8 de la Loi du 18 avril 1918, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

## 4. Livres de comptabilité

Les soussignés, ès-qualités, déclarent connaître les prescriptions de l'Article 15 de la Loi du 29 Juin 1935 et s'obligent réciproquement au visa des livres de comptabilité et à l'enregistrement de l'inventaire prévu.

## 5. Déclarations diverses

Le représentant d'AT&D déclare que:

- elle n'est pas susceptible d'hypothèques légales,
- elle n'a jamais fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, et d'une manière générale, elle a la pleine capacité de disposer de ses biens et droits,
- elle n'a jamais demandé le bénéfice du règlement amiable homologué, ni n'a été en état de cessation de paiement,
- l'Activité ne fait l'objet d'aucune option, promesse de vente, inscription de privilège général de la Sécurité Sociale, protêt ou autres restrictions et peut, par conséquent, être librement apportée,
- elle n'est pas actuellement susceptible d'être ultérieurement l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire son activité
- elle n'est pas touchée ni susceptible de l'être par les dispositions des lois et ordonnances en vigueur sur les profits illicites pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de ces biens,
- son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation.
- il n'existe sur l'Activité et l'ensemble des biens ci-dessus apportés aucune inscription d'hypothèque, nantissement, privilège ou droit quelconque de tiers. Au cas où néanmoins de telles sûretés existeraient, AT&D s'oblige expressément à en rapporter la mainlevée dans les meilleurs délais, à ses frais.

Par ailleurs, les Parties s'engagent réciproquement, en cas de contrôle fiscal, à se fournir tous les documents concernant l'Activité et qui pourraient leur être nécessaires.

11  
2346

L'origine de propriété des biens et droits immobiliers apportés sera relatée dans un acte de dépôt de la présente convention avec reconnaissance d'écriture et de signature, au rang des minutes de l'étude de Maître Pascault, notaire à Paris, 75008, 29 rue François Premier.

L'origine de propriété des actions apportées résulte de l'inscription au compte d'AT&D dans les livres de ces sociétés.

#### 6. Formalités

SEEF remplira, dans les délais légaux, toutes les formalités légales de publicité et de dépôts légaux relatifs aux apports. Elle fera son affaire personnelle de toutes déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle remplira d'une manière générale toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers apportés.

#### 7. Loi

Le présent traité d'apport partiel d'actif est soumis à la loi française. Il en est ainsi tant pour les règles de fond que pour les règles de forme.

#### 8. Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, es-qualités, représentant les sociétés concernées par l'Apport, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet, s'il y avait lieu de réitérer les Apports, réparer les omissions, compléter les désignations et, en général, faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs.
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conforme des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des Apports pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

#### 9. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les soussignés font élection de domicile au siège social d'AT&D.

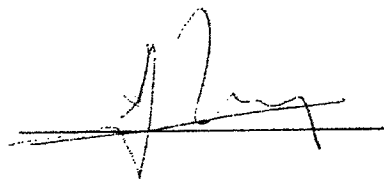
Fait à La Défense en 7 exemplaires

Le 21 mars 2011

AREVA T&D SAS



Schneider Electric Energy France



## LISTE DES ANNEXES

- I Brevets
- II Dessins et modèles
- III Marques
- IV
  - a. Noms de domaines
  - b. Contrats de licence
- V
  - a. Carnet de commandes
  - b. Agents et représentants
- VI Immobilier
  - a Terrains et constructions
  - b Baux
- VII 1. Titres de Société, VII 2. Succursales et VII 3. établissements secondaires
- VIII Immobilisations corporelles
  - a Exploitation
  - b Informatique
- IX Immobilisations financières
- X Valeurs d'exploitation
- XI Avances et acomptes versés sur commandes
- XII Créances clients et comptes rattachés
- XIII Comptes bancaires et trésorerie
- XIV Charges constatées d'avance
- XV Ecart de conversion et charges à répartir
- XVI Provisions pour risques et charges
- XVII Dettes financières et comptes de liaison
- XVIII Avances et acomptes reçus sur commandes en cours
- XIX Dettes d'exploitation
- XX Produits constatés d'avance
- XXI Ecart de conversion passif
- XXII Dettes fiscales et sociales
- XXIII Engagements hors bilan
- XXIV Liste du personnel transféré
- XXV Litiges en cours

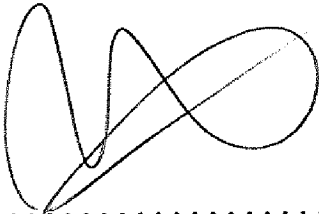
FR Trademarks Master Final of AREVA T&D SAS D

Country	Designated Countries	Filing Date	Filing Number	registration date
FRANCE		15/10/2002	023189500	15/10/2002
FRANCE		15/10/2002	023189495	28/03/2003
TUNISIA		07/10/2005	EE052257	
CANADA		09/01/2003	1164533	16/02/2006
USA		16/01/2003	78204142	24/08/2004
FRANCE		29/07/2002	023177058	07/02/2003



I, Anne Deidre WALL of AGS TRADUCTION, 144 Avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine - France, hereby certify that I am conversant with the French language and am a competent translator thereof into the English language, and that to the best of my knowledge and belief the appended document is a true and accurate translation of the document "traité d'apport partiel d'actif" (agreement for partial contribution of assets)

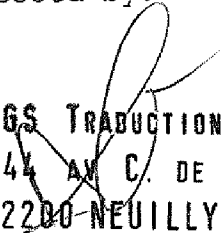
Signed this 13 December 2011



.....

Anne Deidre WALL

Witnessed by:



AGS TRADUCTION  
144 AV. C. DE GAULLE  
92200 NEUILLY / SEINE  
RCS 448 245 563

144 AV C. DE GAULLE  
 92200 NEUILLY / SEINE  
 RCS 448 245 583

[Stamp: REGISTRY OF THE COMMERCIAL COURT OF  
 NANTERRE  
 31 JANUARY, 2011  
 FILING NUMBER: 3344]

**AGREEMENT FOR PARTIAL CONTRIBUTION OF ASSETS**

**Between the undersigned:**

Mr. Gerhard SEYRLING, a citizen of France, acting as President of AREVA T&D SAS (the new corporate name of which is ALSTOM Grid SAS), a Simplified Joint Stock Company with capital of € 74,478,096, which has its head office at 1 place Jean Miller – 92084 Paris-La Défense, registered in the Nanterre Registry of Trade and Companies under number 389 191 800 RCS Nanterre, acting in that capacity on behalf and for the account of this company, who is duly authorized to execute this agreement by the company’s articles of incorporation.  
 Hereinafter referred to as “AT&D”

The first party,

**And**

Mr. Michel GROCHON, acting as President of Schneider Electric Energy France, a Simplified Joint Stock Company with capital of € 6,909,620, which has its head office at 35 rue Joseph Monier, 92500 Rueil Malmaison, registered in the Nanterre Registry of Trade and Companies under number 511 746 356, acting in that capacity on behalf and for the account of this company, who is duly authorized to execute this agreement by the articles of incorporation.

The second party,

Hereinafter jointly referred to as “the Parties”

[Stamp: NATIONAL INSTITUTE FOR  
 INDUSTRIAL PROPERTY]

[Stamp: MINISTRY OF  
 ECONOMY, FINANCE  
 AND INDUSTRY  
 NATIONAL INSTITUTE  
 FOR INDUSTRIAL  
 PROPERTY]  
 09B 2456

[Stamp: CERTIFIED TRUE COPY  
 AT THE NATIONAL COMMERCIAL  
 AND COMPANIES REGISTER  
 LILLE, ON 15/09/2011  
 (Illegible signature)  
 FOR THE DIRECTOR GENERAL OF  
 THE NATIONAL INSTITUTE FOR  
 INDUSTRIAL PROPERTY  
 THE DEPARTMENT MANAGER]

**RECITALS:**

AT&D operates a Medium Voltage Primary and Secondary Distribution business -- in particular on the Mâcon, Montpellier La Pompignane, Fabrègues, Villeurbanne, Saint-Priest, Levallois-Perret, Colombes & Saint Souplets sites, and manages its support functions related to the following Operational Units, which are distinguishable in that they respectively consist of a reporting unit specific to the business or grouping the two business activities: AMT - Manufacturing of medium voltage cabinets; FSM - Services, on-site installations; STF- Sheds, installations of cabinets; COM - Manufacturing subcontracted for AMT; PCV - Manufacturing of automated connection relays; FPV - Medium voltage systems; and in reporting units to be shared: TDM - Management; TDO - France Organization; RCF - France Commercial Network; and IST - World Computer Network.

In implementing the agreements concluded between the Alstom group and the Schneider Electric Group, formalized by the consortium agreement of 9 November 2009, as amended, (the “Consortium Agreement”), it seemed natural to have a company of the Schneider Electric Group, SEEF conduct this business since it falls within Distribution Activities.

To that end, it was envisaged that AT&D contribute the aforesaid Distribution Activities, hereinafter referred to as “the Business”, to SEEF in the form of a partial contribution of a complete and autonomous business sector.

**TERMS AND CONDITIONS OF THE TRANSACTION:**

The transfer of the Business will occur by means of a partial contribution by AT&D of all of the Business’ assets and liabilities to SEEF.

**1) Adoption of the demerger regime**

In accordance with article L. 236-22 of the Commercial Code, the Parties declare that they want this contribution to be governed by the legal demerger regime specified in Articles L. 236-16 to L. 236-21 of said Code.

**2) Disclaimer of joint and several liability**

Pursuant to article L. 236-21 of the Commercial Code, the Parties expressly agree that SEEF will be bound to assume the transferred liabilities described hereinafter in chapter II -- "Contribution description" -- without AT&D having any joint or several liabilities with respect thereto.

**3) Complete transfer of assets and liabilities**

As this partial contribution of assets is governed by the demerger regime, it shall carry the complete transfer of the assets and liabilities related to the Business.

The contributions, which take effect as of 31 December 2010 (hereinafter referred to as "the Date of Realization") shall be made at the net book value of the assets and liabilities contributed pursuant to the provisions of regulation no. 2004-01 of 4 May 2004 of the Accounting Committee, which is provisionally estimated on the basis of a statement of the Business's accounts on 30 September 2010. They have been restated on the basis of the Business's accounts on 31 December 2010 as specified in Article III. Moreover, it is specified that, in view of the sale by Schneider Electric Holding Europe to AT&D of 3,700 SEEF shares on 30 December 2010 -- i.e. the date on which the contribution was completed -- AT&D wholly controlled SEEF.

The contributions were remunerated through the issue of shares at the par value of €.....

AT&D closed its fiscal year on 31 December 2009. The financial statements for that fiscal year were approved by the sole shareholder on 20 April 2010.

SEEF closed its fiscal year on 31 December 2009. The financial statements for that fiscal year were approved by the sole shareholder on 26 April 2010.

In accordance with article L. 2323-6 of the Labour Code, the transaction was submitted to AT&D for information/consultation on 8 June 2010. Since SEEF did not have any employees on the Date of Realization, there was no employee representative.

**I - DETAIL OF CONTRIBUTIONS**

AT&D contributes to SEEF, under the ordinary guarantees of fact and law and under the conditions precedent stipulated hereinafter, which SEEF accepts, the assets and rights described below, which consist of a complete and autonomous business sector that may be operated autonomously, as said assets and liabilities exist on the Date of Realization ("the Contribution" or "the Contributions"), in consideration of which SEEF assumes the liabilities attached to this business sector,.

The Date of Realization of the Contribution is 31 December 2010, provided that the conditions precedent stipulated in article VI are satisfied.

It shall be noted that any additional materials that might be necessary for a specific and complete description of the Business, in particular those required for carrying out the legal formalities for publication of the transfer resulting from the Contribution, such as statements, tables, declarations and any other documents, will be contained in a single document supplementary to this agreement, established *inter partes* by the Parties' authorized representatives.

## II – CONTRIBUTION DESCRIPTION

AT&D contributes to SEEF the assets and, correlatively, SEEF agrees to assume and pay, in lieu and stead of AT&D, the liabilities attached to the Business as they exist on 31 December 2010.

The following information, based on the financial statements closed 30 September 2010, is merely indicative and not definitively limiting, and an adjustment has been made therein on the basis of the financial statements closed 31 December 2010, as specified in III.

### CONTRIBUTED ASSETS

The contributed assets are estimated at their net book value as follows:

#### 1) Intangibles for €.....

The Business, as conducted on the sites appearing in **Appendix no. VII-3**.

- The clientele and goodwill related to the Business.
- The patents filed and/or delivered in France and abroad, as well as the invention declarations for which the filing of a patent application has not yet occurred as indicated in **Appendix n°1**, including the priority right attached to these patents, whether filed or yet to be filed.
- The drawings and/or models filed and/or registered in France and abroad, listed in **Appendix no. II**, including the priority right attached to the filed drawings and/or models.
- The expertise, in particular formulas, manufacturing processes, studies, drawings, prototypes, models, documents, archives and accounting, commercial, technical and administrative documents related to the Business, and, in general, the processes, dexterities and manufacturing secrets used at AT&D for the Business.
- The trademarks filed and/or registered in France and abroad as indicated in **Appendix no. III**, including the priority right attached to the filed trademarks.
- The domain names reserved and/or in process of reservation as indicated in **Appendix no. IV**.
- The order book related to the transferred Business, on the Date of Realization of the Contribution, including all types of agreements and contracts related to the Business that may have been concluded by AT&D with any customers, suppliers and third parties (particularly the contracts with customers both in France and abroad, some of which are listed in **Appendix no. V** merely as an indication), with it being specified that SEEF will be subrogated in AT&D's rights and obligations with respect to all agreements and contracts related to the contributed Business as of their effective date.
- The copyrights and rights of exploitation related to software that is used or was designed and developed in the context of the business, is used as tools for the purposes of the Business, or is intended to be incorporated or integrated in products or systems sold by the Business.
- The proprietary rights in software or, as appropriate, in software licenses.
- The right to lease the premises listed in **Appendix no. VI b**.
- The secondary places of business in France and abroad, listed in **Appendix no. VII – 2 and VII- 3**.

1 bis) –The company shares listed in Appendix no. VII 1.

2) **The real properties detailed in Appendix no. VI**  
 Land and buildings identified in Appendix no. VI a

- Gross value: €  
 - Depreciations: €  
 \* for a net value of €

3) **The other tangible assets detailed in Appendix no. VIII**  
 Consisting of all of the production machinery, tools and fittings  
 used for operation of the business, including transport, furniture and  
 office equipment, listed in Appendix no. VIII a

- Gross value: €  
 - Depreciations: €  
 \* for a net value of €

as well as computer equipment and servers dedicated to the  
 Business, listed in Appendix no. VIII b

- Gross value: €  
 - Depreciations: €  
 \* for a net value of €

4) **The financial assets listed in Appendix no. IX**

- Gross value: €  
 - Depreciations: €  
 \* for a net value of €

5) **Personal property lease agreements identified in Appendix no. VI b**

6) **The operating assets detailed in Appendix no. X**  
 Consisting of new merchandise, products in process of  
 manufacturing, spare parts, raw materials and consumables  
 related to the Business

- Gross value: €  
 - Depreciations: €  
 \* for a net value of €

7) **Advance payments on orders, detailed in Appendix no. XI**

- Gross value: €  
 - Depreciations: €  
 \* for a net value of €

8) **Trade receivables and related accounts, available funds and  
 operating receivables detailed in Appendix no. XII**

- Gross value: €  
 - Depreciations: €  
 \* for a net value of €

9) **Bank accounts or cash detailed in Appendix no. XIII**

\* for a value of €

10) **Prepaid expenses detailed in Appendix no. XIV**

\* for a value of €

11) Unrealized exchange losses and deferred expenses detailed in  
 Appendix no. XV  
 \*for a value of €

The total of the aforesaid assets "The contributed Assets" amount to €

**CONTRIBUTED LIABILITIES**

The liabilities assumed by SEEF are stated at the net book value as follows:

- 1) Provisions for risks and charges detailed in Appendix no. XVI  
 \* for a value of €
- 2) Financial debts and liaison accounts detailed in Appendix no. XVII  
 \* for a value of €
- 3) Advance payments received for orders in process, detailed in  
 Appendix no. XVIII  
 \* for a value of €
- 4) Operating and related payables detailed in Appendix no. XIX  
 \* for a value of €
- 5) Deferred income detailed in Appendix no. XX  
 \* for a value of €
- 6) Unrealized exchange gains detailed in Appendix no. XXI  
 \* for a value of €
- 7) Tax and payroll payables, including employee profit  
 sharing, detailed in Appendix no. XXI  
 \* for a value of €

Total of the aforesaid liabilities "the Contributed Liabilities" €

It is further specified that, in addition to the aforesaid liabilities, SEEF will assume all of the financial obligations that AT&D may have contracted for the Business, which, due to their nature, are restated "off-balance sheet" under the following categories: sureties, securities and guarantees granted and received; other obligations as stated in Appendix no. XXIII.

**Net value of the Contribution**

The Contributed Assets are valued at €  
 The Contributed Liabilities are valued at €

Total Contributed Net Assets €

**III – COMPENSATION FOR CONTRIBUTIONS**

The Contribution is granted and agreed to in consideration of SEEF's allotment to AT&D, as a capital increase, of .....shares with a par value of €....., i.e. a total value of €.....

Since SEEF, the beneficiary of the Contribution, was not conducting any business on the Date of Realization, the value of each of its shares is equal to the par value, i.e. €.....SEEF's capital is thus brought from €..... to €.....

The newly created shares bear interest as of 1 January 2011, and are fully deemed to be pre-existing shares.

They enjoy the same rights and bear the same charges, particularly any tax withholding, so that all of the shares of the same class, without distinction, give the right to payment of the same net amount upon any distribution or reimbursement made during the Company's life or its liquidation.

A closing of accounts was drawn up on the Date of Realization to determine any discrepancy that might exist between the net assets existing on that date and those existing on 30 September 2010. Since the net assets on the Date of Realization exceed those of 30 September 2010, a positive difference of €..... is allocated to a "contribution premium" account.

#### IV ENTRY INTO ENJOYMENT

SEEF shall have full ownership and enjoyment of the assets, properties and rights comprised in the contributions that are described as of the day on which said contributions become definitive. By express agreement, SEEF shall have the profits and bear the charges of said properties and rights as of 31 December 2010, but without prejudging or putting at issue the conditions with respect to distribution of responsibilities specified in the Consortium Agreement.

#### V CHARGES AND CONDITIONS

The Contribution is granted and agreed to under the customary charges and conditions of fact and law, and particularly the conditions precedent which SEEF is bound to execute and carry out.

1. SEEF shall take the contributed properties and rights in the state in which they exist on the Date of Realization of this agreement, without having the right to exercise any recourse against AT&D for any reason whatsoever, such as an error in the description or surface area of the properties, wear and tear or improper state of the equipment and furniture, hidden defects, insolvent debtors, loss of patents and trademarks, or any other reasons.
2. SEEF shall assume all of the Business's liabilities, with the Parties excluding any joint and several liabilities between them in that regard.

Also, it is specified that the aforesaid amount of AT&D liabilities is given merely as indicative information, and does not constitute an acknowledgement of debt to assumed creditors, which, in all cases, will be required to establish their rights and prove their entitlements.

3. As of the Date of Realization, SEEF shall pay or assume, if necessary on a *pro rata* basis, all taxes and duties, particularly the business tax owed for the fiscal year, and any ordinary or extraordinary charges that burden or may burden the contributed assets as well as those that are inherent to operation of the Business or are related to the treatment or salaries of employees of the Business.

Upon first request, SEEF shall reimburse AT&D for all charges or payments that the latter has incurred due to obligations that appear to be incumbent on AT&D in form, whereas they have, in actuality, been SEEF's responsibility since the Date of Realization.

4. As of the Date of Realization, SEEF shall assume all of the obligations contracted by AT&D vis-à-vis its customers and third parties regarding the Business. In that regard, it shall assume all of the rights and obligations created by virtue of any contracts executed or in progress or

under guarantee or commitments executed or in progress, as well as the claims and actions related thereto.

If necessary, SEEF shall itself obtain from any third parties their agreement to this subrogation, with AT&D, on its part, taking all of the steps required for assignment of these contracts.

To that end, all powers are conferred on the bearer of this agreement. Therefore, any such bearer may carry out all formalities and, if necessary, subscribe to any amendments to regularize these assignments.

In the event of a refusal of substitution, or difficulties therein, AT&D shall entrust to SEEF the management of execution of the contracts, with the latter bearing all of the consequences in that regard and indemnifying AT&D with respect thereto, as though the substitution had occurred. SEEF shall also be subrogated in all of the rights and obligations that result therefrom, at its own risk and peril without having the right to exercise any recourse against AT&D.

Since SEEF becomes the successor of AT&D in the Business, all contracts that were previously concluded in the context of the Business may be used by SEEF and serve it as references.

5. As of the Date of Realization, SEEF shall execute all agreements and contracts concluded with third parties regarding the Business, particularly any insurance contracts covering risks specific to the properties and personnel that are transferred as of that Date. SEEF shall be subrogated in all of the rights and obligations that result therefrom, or which remain to be exercised, at its own risk and peril.
6. SEEF must execute all of the obligations such as sureties, securities or guarantees that are subscribed by AT&D for the contributed Business, and shall have the benefit of any counter-guarantees.

In the event that said obligations are transferred directly or assumed by SEEF, it agrees to counter-guarantee or indemnify AT&D for any consequences that the latter might incur due to a call of said sureties, securities or guarantees, so that AT&D does not incur any liability or damage in that regard.

7. SEEF shall carry out all necessary formalities so that the transfer of industrial property rights included in the contribution agreement is in force vis-à-vis third parties, as well as any other formalities for proper and definitive realization of the contribution.
8. SEEF shall pay and bear all of the expenses related to the present contribution, including the Demerger Auditor's fees.
9. In accordance with the law, all employment contracts in progress on the date of the definitive realization of the Contribution of employees, the list of which appears in **Appendix no. XXIV**, shall remain in force and effect between SEEF and said employees.

Therefore, SEEF shall replace AT&D regarding both pensions and pension supplements that might be owed, as well as all benefits and other charges in kind or cash, including paid vacations, and all tax and payroll liabilities related thereto. Such a transfer shall have no adverse effect on the amount of individual remunerations and pension schemes in effect. In particular, the seniority earned in AT&D shall be maintained in SEEF.



10. As of the Date of Realization, SEEF shall be fully empowered, in particular, to initiate or defend any present or future legal actions regarding the Business in lieu of AT&D, acquiesce to any decisions, or receive or make any payments owed by virtue of rulings or transactions.

A list of present disputes is given in **Appendix no. XXV**.

11. As of the Date of Realization, SEEF shall be subrogated in all of AT&D's rights in the event that any recourse is exercised in order to obtain the definitive liquidation of any contributions and the refund of any taxes, duties and fees that might have been unduly received.

12. SEEF shall have the benefit of any grants, premiums or aids that have been, or might be, allocated to AT&D to the extent that they are related to the contributed Business.

## VI CONDITIONS PRECEDENT

Text eliminated, conditions executed as of 31 December 2010.

## VII PROVISIONS WITH RESPECT TO TAX MATTERS

### 1. GENERAL PROVISIONS

SEEF's and AT&D's representatives require each other to comply with all of the legal provisions applicable to declarations that must be made for payment of the corporate tax and any other taxes resulting from the final realization of the present contribution, in the specific situations set forth below:

### 2. SPECIFIC PROVISIONS

#### a) Corporate tax

Pursuant to the foregoing provisions, the partial contribution of assets takes effect as of 31 December 2010. Therefore, the results showing a profit or loss realized since that date from operation of the Business contributed by AT&D shall be included in SEEF's taxable income.

AT&D and SEEF, both of which are subject to the corporate tax, agree to subject this partial contribution of assets to the tax treatment specified in articles 210 A, 210 B and 115-2 of the Tax Code.

In these conditions, SEEF, beneficiary of the Contribution, agrees to:

- take into its liabilities
  - the provisions on which taxation is deferred, and
  - the special reserve in which AT&D SAS included the long-term capital gains that were previously subject to the reduced tax of 10%, 15%, 18%, 19% or 25%, and the reserve in which the provisions for currency fluctuations were included pursuant to the sixth paragraph of 5° in 1 of article 39.
- replace AT&D SAS for inclusion of the results that were taken into account with deferment for taxation of AT&D SAS.
- calculate the capital gains subsequently realized upon the transfer of the non-depreciable fixed assets contributed to SEEF at the value they had with respect to taxation in the absorbed company's books.

- include in its taxable profits the capital gains realized upon the contribution of amortizable fixed assets. The capital gains are included by equal shares over a period of fifteen years for buildings and rights related thereto, as well as for landscaping, and layout and fitting-out of land depreciable over a period that is at least equal to the aforesaid duration; in the other cases, the inclusion is effectuated by equal shares over a period of five years. When the total of net capital gains on buildings, landscaping, and layout and fitting-out of land exceeds 90% of the overall net capital gain on depreciable items, the capital gains on buildings, landscaping, and layout and fitting-out of land are included by equal shares over a period equal to the average weighted life of depreciation of these properties. However, the transfer of a depreciable asset entails immediate taxation of the portion of capital gain realized from that asset which has not yet been included. In consideration thereof, the depreciations and the subsequent capital gains on depreciable assets are calculated at the value that was attributed at the time of the contribution.
- enter in its balance sheet items, other than fixed assets, at the value they had with respect to taxation in AT&D's books. Otherwise, it must include in its results for the fiscal year during which the transaction occurs the profit representing the difference between the new value of these items and the value they had, with respect to taxation, in AT&D's books.

As the present contribution uses the book values as of 31 December 2010 as the contribution value of AT&D's elements, SEEF, in accordance with the provisions of administrative instructions of 3 August 2000 (BOI 4I-2-00) and 30 September 2005 (BOI 4I-1-05) shall include in its annual financial statements AT&D's book entries – i.e. the historical values and the depreciations and provisions for depreciation. It shall also continue to calculate the allocations to depreciations on the basis of the historical value they had at the contributing company, AT&D.

AT&D does not commit to keep the shares received in consideration of the contribution for 3 years, since it requests exemption from that commitment by means of an agreement; but it commits, in any event, to calculate the capital gains on sales of these shares by way of reference to the value that the contributed assets had, with respect to taxation, in its own book entries.

Considering the nature of the envisaged transaction, the specific commitments to be made by the contributing company and by its shareholders are set forth in the requests for agreement that are presently in the process of being filed.

#### **b) Registration fees**

The subject partial contribution of assets shall automatically have the benefit of the provisions of articles 817 and 816-I of the tax Code, since the contribution consists of a complete and autonomous business sector as defined by article 301 E of Appendix II of the Tax Code.

Therefore, the required formality will be at the fixed fee.

#### **c) Obligations with respect to declarations**

The undersigned, in their capacities, on behalf of the companies they represent, expressly agree to execute the various obligations with respect to the declarations necessary for the selected tax treatment.

#### **d) Value Added Tax**

The representatives of AT&D, the contributing company, and SEEF, the beneficiary of the contributions, state that the partial contribution of assets carries transfer of all of the assets as defined by article 257 bis the Tax Code, deriving from article 89 of the rectifying Finance Act for 2005.

Therefore, contributions of real properties, intangible assets, personal assets, investments and merchandise are exempt from the VAT.

In accordance with the aforesaid legal provisions, SEEF is also deemed to continue the legal entity of AT&D and, as appropriate, shall make any adjustments of the VAT deducted by AT&D.

This commitment shall be the subject of a declaration in two copies to the Inland Revenue Service of SEEF.

Moreover, SEEF and AT&D shall indicate, in the line "other non-taxable transactions", the total pre-tax amount of the transfer in the VAT declaration made for the period during which said transfer occurs.

**e) Other provisions**

**1. Participation – construction: Transfer to SEEF of the obligation of investment by virtue of the salaries paid to employees of the transferred business**

Pursuant to article 163 of appendix II of the Tax Code, SEEF declares that it covers the obligation to invest incumbent on AT&D, regarding the regulation applicable to the obligation of investment by virtue of the salaries paid to employees of the transferred business.

**2. Employee profit sharing**

SEEF agrees to take into the liabilities of its balance sheet the special reserve for profit sharing entered in AT&D's accounting books, as well as the provision for investment regarding the contributed business, for the portion thereof which, on the date of the contribution, has not yet been employed for the purpose for which this provision is intended.

**3. Research tax credit**

The tax credits constituting the amounts receivable from the State and held by AT&D are transferred to SEEF for the portion attributable to the Business that is the subject of this partial contribution of assets. SEEF shall use them to pay the corporate tax that it owes or, otherwise, shall be reimbursed for said tax credits on the date that the contributing company has obtained said reimbursement. This transfer shall involve the rights to credit born the year during which the contribution is realized, and those born during the two preceding years, which await imputation.

**VIII MISCELLANEOUS DECLARATIONS**

1. AT&D agrees to provide SEEF with all documents and instruments regarding the contributed assets and rights, as well as all archived documents in administrative, legal, accounting, technical, commercial, tax and labour matters related to the Contributions.

AT&D has the duty to provide SEEF with all information it may need, to give it all necessary signatures, and to provide it with any useful assistance in order to guarantee it, vis-à-vis any third parties, the transfer of the assets and rights included in the Contributions and the full force and effect of this agreement.

Upon SEEF's first request, AT&D shall have all supplementary documents, amendments or confirmations related to the Contributions drawn up, and shall provide all documentations and signatures that might be necessary subsequently.

## 2. Adjustment

AT&D and, reciprocally, SEEF agree to pay back to SEEF or, reciprocally to AT&D, as promptly as possible any amounts they receive from a third party after the Date of Realization, with respect to any Contributed Assets or Liabilities and, in general, SEEF and AT&D agree to make any adjustments that might be necessary in that regard.

## 3. Affirmation of truthfulness

On pain of the sanctions promulgated by Article 9 of the Act of 18 April 1918, the Parties affirm that this agreement expresses the entirety of the agreed price.

## 4. Accounting books

The undersigned, in their capacity, acknowledge that they are fully aware of the prescriptions of Article 15 of the Act of 29 June 1935, and reciprocally commit to sign the accounting books and record the specified inventory.

## 5. Miscellaneous declarations

AT&D's representative declares that:

- it is not susceptible to being subject to legal mortgages;
- it has never been subject to a judicial administration or liquidation procedure and, in general, has full legal capacity to dispose of its assets and rights;
- it has never requested the benefit of an approved amicable settlement, or been put into a state of insolvency;
- the Business is not subject to any option, promise to sell, registration of preferential right by the Social Security Administration, protest or any other restrictions and, therefore, may be freely contributed;
- it is not presently susceptible to being subsequently subject to any legal proceedings that might hinder or prohibit operation of its business;
- it is not being investigated, or susceptible to being investigated, pursuant to legal provisions and orders regarding illegal profits, which might entail total or partial confiscation of its properties;
- its properties are not threatened by any measure of expropriation;
- no mortgage registration, pledge, preferential right or any other right of third parties exists on the Business or any of the aforesaid contributed assets. Nevertheless, if it turns out that such sureties exist, AT&D has the express duty to have them lifted as promptly as possible at its own expense.

Also, in the event of a tax audit, the Parties reciprocally agree to provide all information related to the Business that they might need.

The origin of ownership of the contributed real properties and rights shall be stated in a certificate of registration of this agreement, with acknowledgement that the document and signatures are genuine, that is entered in the records of Mr. Pascault, notary in Paris 75008, 29 rue François Premier.

The origin of ownership of the contributed assets results from their entry in AT&D's account in the books of these companies.

**6. Formalities**

SEEF shall carry out all of the legal publication formalities and legal registrations related to the contributions within the times specified by law. It shall personally handle all necessary declarations and formalities with any public authorities that are appropriate, in order to put the contributed assets in its name.

In general, SEEF shall carry out all necessary formalities to render the transfer of the contributed personal assets and rights enforceable vis-à-vis third parties.

**7. Law**

This agreement for a partial contribution of assets is governed by French law with respect to matters of both substance and procedure.

**8. Powers**

As of now, all powers are conferred on:

- the undersigned, in their capacities as representative of the companies involved in the Contribution, with the right to act jointly or separately -- should the need arise -- for the purposes of reiterating the Contributions, correcting omissions, completing the descriptions and, in general, doing whatever is necessary by means of any complementary or supplementary documents;
- the bearers of certified true originals or extracts of this agreement and other documents establishing the definitive realization of the Contributions, to carry out all formalities and make all declarations, services, registrations, filings, publications and other appropriate steps related hereto.

**9. Designation of domicile**

For all matters related to this agreement, the undersigned designate domicile at the head office of AT&D.

Executed in La Défense in 7 copies  
On 21 March 2011

**AREVA T&D SAS**

*[signature]*

**Schneider Electric Energy France**

*[signature]*